



**African Forum for Agricultural
Advisory Services**

Knowledge & Novelty for Africa's Livelihoods



**agriculture,
forestry & fisheries**

Department:
Agriculture, Forestry and Fisheries
REPUBLIC OF SOUTH AFRICA



SASAE

NOTE DE SYNTHÈSE

**3ÈME ÉDITION DE LA SEMAINE AFRICAINE DE VULGARISATION AGRICOLE ORGANISÉE PAR AFAAS,
ET 51ÈME CONFÉRENCE ANNUELLE DE LA SOCIÉTÉ SUD-AFRICAINE DE VULGARISATION AGRICOLE**

**Thème : « INTENSIFICATION DE L'AGRICULTURE INTELLIGENTE FACE AU CLIMAT : INTÉGRER LES
JEUNES, LES FEMMES ET LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE »**

Contacts :

Max Olupot, email: molupot@afaas-africa.org

Ben Stevens, email: ben@sasae.co.za



1. INTRODUCTION

En Afrique, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle demeure un obstacle majeur à la croissance économique et l'une des principales causes de souffrance généralisée. Les gouvernements nationaux et leurs partenaires au développement peuvent faire beaucoup à différents niveaux pour faciliter et garantir l'accès de leurs citoyens à des outils leur permettant de combler leurs besoins alimentaires et nutritionnels. Pour ce faire, les populations rurales, en particulier les femmes et les jeunes, doivent être placées au centre de la transformation agricole de l'Afrique, en les formant à la bonne utilisation des ressources productives disponibles (par exemple la terre, la main d'œuvre) si l'on veut réduire la pauvreté et la faim de manière significative. L'une des barrières à la réalisation de ces objectifs est la faible capacité des services de vulgarisation et de conseil agricoles (SVCA), qui sont censés être la passerelle qui relie les petits exploitants agricoles à la connaissance, aux technologies et innovations dont ils ont besoin.

La compréhension et la mise en œuvre des SVCA dans certains pays africains sont à la croisée des chemins. On est passé de l'approche verticale descendante habituelle, exclusivement basée sur le secteur public avec un accent sur les questions techniques, vers une approche de systèmes d'innovations complexes mettant l'accent sur la facilitation, le courtage, la connaissance/l'apprentissage et le pluralisme, marquée par des orientations plus inclusives public/privé. L'utilisation des innovations telles que les technologies de l'information et de la communication (TIC) est plus prometteuse, bien que nous devrions nous garder de les considérer comme une autre solution miracle aux problèmes du développement rural. Par ailleurs, la vulgarisation en Afrique aujourd'hui est pluraliste, avec plusieurs fournisseurs et modèles ; mais elle est encore dominée pour l'essentiel par l'offre publique de vulgarisation à travers les ministères de l'agriculture ou les institutions assimilées. Les technologies et pratiques de transformation agricole de l'Afrique existent, mais le système de vulgarisation constitue un obstacle au processus de transformation étant donné que ces innovations n'atteignent pas les agriculteurs. Alors que chaque pays dispose d'une agence centrale de vulgarisation, l'insuffisance des ressources a entraîné l'affaiblissement de la capacité de vulgarisation en zone rurale du fait du sous-effectif, de l'absence d'une approche globale ou de l'incapacité de s'adapter aux innovations émergentes et aux nouvelles méthodes de vulgarisation.

Eu égard au changement et à la variabilité du climat, et aux crises du marché, la nécessité de mettre en place des systèmes qui favorisent des conditions de vie inclusives et durables pour les petits exploitants agricoles s'impose. Les changements climatiques sont une réalité en Afrique, mais la capacité des SVCA à intégrer des techniques et méthodes intelligentes face au climat est très faible. La nécessité d'une agriculture intelligente face au climat ne peut pas être négligée, d'autant plus que les millions de petits exploitants agricoles qui fournissent 80 % des denrées alimentaires en Afrique sub-saharienne constituent la majorité des personnes sous-alimentées. En tant que personnes les plus vulnérables et marginalisées des zones rurales - la plupart étant les femmes cheffes de famille et les jeunes - les petits exploitants agricoles sont particulièrement exposés au risque du changement et de la variabilité du climat. Au fil des ans, les jeunes et les femmes en Afrique ont démontré leur capacité à promouvoir et à mettre en œuvre des projets d'adaptation aux changements climatiques. Toutefois, ces jeunes et femmes font face à divers défis, notamment les faibles niveaux d'éducation, les taux élevés de pauvreté et le manque d'accès aux ressources financières. Dans le domaine agricole, les jeunes Africains continuent de se battre contre les défis liés à la mauvaise perception de l'agriculture comme une activité « difficile » générant de faibles revenus et se caractérisant par la difficulté d'accès à la terre et aux marchés.

Les SVCA se présentent comme le pont qui relie les petits exploitants agricoles à la connaissance, aux technologies et innovations dont ils ont besoin. Malheureusement, ces SVCA ne sont pas encore tout à fait équipés pour remplir cette fonction de passerelle de manière inclusive. C'est pour corriger cet état de chose qu'en 2004, les parties prenantes aux SVCA en Afrique avaient créé le Forum africain pour les services de conseil agricole (AFAAS) et défini comme objectif « d'accroître l'usage de connaissances et d'innovations améliorées pour une meilleure productivité orientée vers des objectifs de développement tant au niveau individuel que national. ».

AFAAS est un organisme continental qui rassemble les acteurs nationaux des SVCA. Son but est d'amener les acteurs de la chaîne agricole à améliorer leur utilisation des connaissances, technologies et innovations améliorées, pour accroître la productivité en vue de l'atteinte de leurs objectifs de développement individuels et nationaux. Les SVCA sont un maillon essentiel du système d'innovation, qui joue un rôle central dans la

promotion de la productivité, l'accroissement de la sécurité alimentaire, le renforcement des communautés rurales et la présentation de l'agriculture comme moteur de la croissance économique des pauvres. Ces SVCA sont l'un des principaux piliers de l'amélioration des conditions de vie en zone rurale et de la contribution à la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Afrique. AFAAS soutient la Déclaration de Malabo de 2014 et le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), dont le cadre de suivi et d'évaluation est primordial pour les organes du PDDAA.

L'un des principaux moyens utilisé par AFAAS pour accomplir sa mission est la promotion de la formation, le partage des informations et une plus grande interaction professionnelle à travers les activités de la « Semaine africaine de vulgarisation agricole (SVA) ». La SVA est un moyen essentiel qu'utilise AFAAS pour remplir sa mission et sur lequel il mise pour toucher les parties prenantes à son action et obtenir un résultat positif. Ce mécanisme avait été sollicité et identifié par les acteurs des SVCA en Afrique pour servir de cadre de regroupement des acteurs des SVCA de tous les pays africains, pour mettre l'accent sur les questions thématiques nécessitant des actions communes, notamment la technologie et l'adaptation à l'innovation, l'intensification et la diversification du plaidoyer en faveur des politiques, la promotion de l'apprentissage, le partage des informations sur les bonnes pratiques et une plus grande interaction professionnelle - particulièrement pour influencer les politiques et la programmation des SVCA en Afrique. La SVA se tient tous les deux ans ; et jusqu'ici, deux SVA se sont tenues. La première en août 2013 à Gaborone au Botswana, sur le thème « Approche de la chaîne de valeurs dans le développement agricole : faire face aux nouvelles exigences en matière de services de conseil agricole ». La deuxième s'est tenue à Addis-Abeba en Éthiopie, en octobre 2015 sur le thème : « Relance des services de vulgarisation pour une agriculture de marché dans le cadre de la Déclaration de Malabo ». La 3^{ème} édition sera organisée à Durban (Afrique du Sud) du 30 octobre au 3 novembre 2017.

2. À propos de l'édition 2017 de la Semaine de vulgarisation

AFAAS et la Société sud-africaine de vulgarisation agricole (SASAE), en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, de la Foresterie et des Pêches (DAFF) organiseront la 3^{ème} Conférence de la SVA sur le thème : **« Intensification de l'agriculture intelligente face au climat (CSA) : intégrer les jeunes, les femmes et la révolution numérique »**. Ce thème a été choisi par le Conseil exécutif d'AFAAS et les parties prenantes en reconnaissance de l'impact négatif des changements climatiques sur le droit et l'accès aux ressources productives (les finances, la terre, l'eau et le capital) par les populations les plus vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes. A cet égard, il faut favoriser activement l'accès inclusif des agriculteurs ruraux à l'information, aux connaissances, aux technologies et aux innovations afin d'améliorer leur utilisation des ressources productives pour l'amélioration de leurs conditions de vie. En outre, l'intégration de la CSA comme approche pouvant aider à orienter les actions dont les groupes les plus vulnérables ont besoin pour transformer et réorienter leurs pratiques agricoles, afin de soutenir efficacement le développement et assurer la sécurité alimentaire dans un contexte de changements climatiques, aidera par la suite à réduire la vulnérabilité de ces groupes. Ainsi, les SVCA doivent se réadapter et se rééquiper pour pouvoir fournir aux agriculteurs, surtout les jeunes et les femmes, et aux autres acteurs des systèmes d'innovation agricoles les connaissances et technologies dont ils ont besoin pour l'identification et le déploiement des stratégies et des pratiques agricoles favorables aux conditions de leur environnement. La SVA portera précisément sur les sous-thèmes suivants : (i) l'intégration des jeunes et des femmes dans la CSA ; (ii) la promotion des innovations en matière de Tic en faveur de la CSA ; (iii) la flexibilité des technologies et des innovations dans la CSA ; (iv) le développement des capacités en vue de l'amélioration des innovations dans la CSA ; (v) la gestion des connaissances et des outils des Tic ; et (vi) les innovations de la CSA au service de l'entrepreneuriat. Le fait de mettre l'accent sur l'intégration des jeunes et des femmes est une proposition qui cadre avec la première directive du cadre stratégique du FIDA. Précisément, les sous-thèmes (iii), (iv), (v) et (vi) de la Semaine de vulgarisation comprendront des expériences, pratiques et outils de renforcement des capacités et d'autonomisation des groupes vulnérables afin qu'ils aient accès aux ressources disponibles et les utilisent efficacement en tenant compte particulièrement des changements climatiques. Par ailleurs, la priorité accordée aux outils des Tic rend cette proposition beaucoup

plus pertinente et en fait un moyen très utile pour l'amélioration des capacités des SVCA, l'extension de leur base de connaissance et l'appui au développement de la chaîne de valeurs et à l'accès aux ressources de production et d'information, y compris les prévisions météorologiques, l'information sur les marchés, le financement de l'agriculture et autres outils et sources d'information. Les thèmes qui seront abordés pendant la SVA sont pertinents pour l'inclusion rurale - vu l'intégration des jeunes et des femmes dans la transformation des zones rurales. La place des TIC dans le développement et le développement de l'entrepreneuriat rural seront des thèmes majeurs de cet événement.

La 3^{ème} Semaine africaine de vulgarisation et de conseil agricoles est prévue du 30 octobre au 3 novembre 2017 à Durban en Afrique du Sud. Le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud (RSA), à travers son ministère de l'Agriculture des Forêts et des Pêches, en collaboration avec la Société sud-africaine de vulgarisation agricole sont les principaux partenaires, organisateurs et hôtes de cet important événement.

3. BUT, OBJECTIFS ET RÉSULTATS ATTENDUS

But : Contribuer à l'intégration des techniques de la CSA dans les approches des SVCA pour accroître la durabilité environnementale et la résilience climatique des populations agricoles les plus vulnérables en Afrique, en particulier les femmes et les jeunes.

Objectifs :

- i. Faciliter les activités de réseau et améliorer le partage des informations, des connaissances et des expériences sur la CSA entre plusieurs parties prenantes (dont les décideurs et les technocrates).
- ii. Promouvoir l'intégration de la CSA dans les SVCA au niveau local, national et continental;
- iii. Développer un consensus pour l'intensification et la diversification des technologies de la CSA, les innovations et les pratiques.
- iv. Créer des espaces pour que les femmes et les jeunes se sentent impliqués dans la recherche des solutions à l'intérieur des plateformes de connaissance de la CSA.
- v. Faire le point des technologies, innovations et pratiques existantes en matière de CSA et définir une stratégie commune pour leur intensification et leur diversification au moyen des partenariats.
- vi. Créer des synergies solides entre les programmes pays du FIDA et les programmes/projets portés par d'autres partenaires au développement sur le continent en matière de connaissance et de réseaux d'innovation sur les SVCA.

Résultats escomptés : Établir et renforcer les partenariats et accroître les connaissances et la prise de conscience de l'importance de la CSA pour soutenir les agriculteurs vulnérables des zones rurales face à la demande et pour un meilleur accès aux technologies, aux innovations et à la gestion des pratiques développées et partagées entre acteurs des SVCA, ainsi que leur utilisation.

Retombées attendues :

- i. Acquisition des connaissances sur l'intensification de la CSA dans les SVCA pour divers acteurs en vue d'apporter un appui aux agriculteurs, en particulier les jeunes et les femmes, pour accroître leur productivité, leur production et la commercialisation de leurs produits agricoles.
- ii. Apprentissage des pratiques agricoles les plus adaptées en matière de CSA pour la réduction de la vulnérabilité et un cadre d'échange entre acteurs des SVCA.
- iii. Établissement de liens solides entre les programmes du FIDA au niveau national et les programmes/projets portés par d'autres partenaires au développement sur le continent en matière de connaissance et de réseaux d'innovation sur les SVCA.
- iv. Tenue de deux réunions opérationnelles de suivi consacrées à la réflexion interne et à l'assimilation des leçons.
- v. Élaboration du rapport sur la SVA et communication aux participants.

4. PARTICIPANTS

La SVA d'AFAAS est un évènement ouvert au public. Toutefois, il y aura une présélection transparente et inclusive des participants. AFAAS a lancé un appel à mobilisation des fonds pour cet évènement et jusqu'ici, des engagements ont été pris par l'Union européenne, le Fonds d'affectation spéciale multi-donateurs d'AFAAS (MDTF), le Fonds international pour le développement agricole (FIDA), le Gouvernement de la République de Corée, la SASAE et la République d'Afrique du Sud. Les principaux participants à la SVA sont : les prestataires publics (responsables du ministère de l'Agriculture et précisément les directeurs¹ de la vulgarisation des 40 pays membres) et privés des SVCA² (par exemple les compagnies de téléphonie mobile, les entreprises agro-alimentaires) à qui des espaces seront alloués pour l'exposition de leurs innovations ; les agriculteurs, les pêcheurs/éleveurs, les organisations d'agriculteurs, les ONG ainsi que les institutions et programmes activement impliqués dans l'agriculture et le développement rural seront invités à y prendre part. Sera aussi présent le personnel des ministères en charge de l'agriculture faisant partie de l'Assemblée générale d'AFAAS et ayant une voie prépondérante sur les politiques de leurs pays respectifs et jouant également un rôle crucial dans l'extension du réseau AFAAS.

Le Comité local d'organisation (CLO) et le comité régional de planification sont les organes mandatés pour mener le processus de sélection ; ils disposent d'un comité de sélection constitué des membres appartenant auxdits organes. Dans le cadre du processus de sélection, le principe d'équilibre régional sera appliqué à toute l'Afrique. Une attention sera également accordée aux professionnels internationaux des SVCA qui ont une capacité et un profil appropriés en matière de partage des connaissances sur les SVCA. Comme critère d'orientation dans la sélection des participants, un accent particulier sera mis, entre autres, sur la prise en compte du genre et de la jeunesse, le niveau de contribution au pool de connaissance sur le thème de la SVA en matière de SVCA, le rôle actif joué dans le cadre des activités régionales et mondiales des SVCA, la capacité à peser sur les politiques, institutions et programmes relatifs aux SVCA et la capacité à prendre en charge soi-même sa participation, totalement ou en partie. Le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud (RSA), à travers son ministère de l'Agriculture et son département de l'Agriculture, des Forêts et des Pêches, en collaboration avec la Société sud-africaine de vulgarisation agricole (SASAE) accueilleront cet évènement et partageront leur riche expérience agricole. La Représentante du FIDA, Mme N Zwane, résidant en Afrique du Sud est impliquée et représente un maillon essentiel du CLO.

En outre, l'engagement et la participation des partenaires au développement tels que le FIDA, l'UE, l'USAID, et la SDC, entre autres, ont été déterminants dans l'organisation de la SVA, non seulement au regard de leur appui financier mais également à travers le partage des bonnes pratiques dans le monde. Raison pour laquelle des invitations spéciales ont été envoyées au même titre que d'autres le seront d'ici fin août 2017. D'autres partenaires régionaux tels que la FAO, le CGIAR, le CTA, le FARA, l'AGRA, la SASAKAWA Africa Association, les projets internationaux, entre autres, seront conviés. Vu la diversité des participants et afin de faciliter la communication, la traduction en anglais et en français sera assurée. Dans le cadre de certains évènements parallèles, la traduction dans les langues nationales sud-africaines peut également être assurée.

5. LIENS

¹ L'appui du FIDA sera utilisé pour soutenir principalement la participation des directeurs/responsables de la vulgarisation délégués par les ministères de l'Agriculture.

² Des invitations ciblées seront envoyées à des acteurs privés précisément dans les chaînes de valeur agricoles. AFAAS nouera également des contacts avec le réseau d'incubation des entreprises agro-alimentaires pour assurer la participation du secteur privé.

Des liens étroits seront noués avec le ministère sud-africain de l'Agriculture, des forêts et des pêches ainsi qu'avec les projets d'investissement du FIDA en Afrique susmentionnés. La collaboration avec d'autres divisions régionales du FIDA (l'ESA et la WCA) sera renforcée ou établie. Les événements post-conférence seront discutés et planifiés avec les équipes de pays du FIDA, de sorte que toutes les parties puissent en bénéficier. L'équipe pays du programme FIDA participera activement au forum national dans les pays où les activités post-conférence se tiendront.

Des liens seront noués avec le Forum des agriculteurs de l'ESA, fournisseur d'une plateforme utile d'engagement au sein de la Communauté des agriculteurs dans la région ESA. AFAAS entretient des liens avec l'Organisation panafricaine des agriculteurs (PAFO) et l'Organisation régionale des agriculteurs, raison pour laquelle ces organisations prendront part à la SVA. L'organe de liaison est le Comité local d'organisation³. Les précédentes SVA se sont tenues diversement en partenariat avec GFRAS, les centres CGIAR, le FIDA, le CTA, l'AGRA, la GIZ et l'USAID. Ces organisations seront une fois de plus approchées. Les partenariats avec les membres du Consortium de la science au service de l'agriculture (S4AC) noués récemment et qui sont sous tutelle du FARA seront mis à contribution. Les organisations d'agriculteurs et les acteurs du secteur privé seront invités à prendre part à l'évènement en tant qu'organisateur et sponsors des activités parallèles.

6. DURABILITÉ

A mesure que les SVA deviennent populaires, un nombre croissant d'individus et d'organisations financent leur participation et/ou celle de leurs membres à cet évènement. Ce mode de financement finira par devenir la principale source de financement pour les participants. Les pays africains, les ONG et quelques acteurs du secteur privé ont manifesté leur volonté de sponsoriser les prochaines éditions. AFAAS continuera de nouer des partenariats et des alliances solides pour la mise en œuvre de ses activités. Les éditions à venir seront organisées conjointement avec de tels partenaires. Par ailleurs, la culture des inscriptions payantes est en train de prendre corps et constituera une source essentielle de viabilité financière pour les futures éditions de la Semaine de vulgarisation.

7. RÉSUMÉ DE LA MÉTHODOLOGIE

La préparation de cet évènement comprendra des discussions en ligne et des ateliers/réunions de planification en vue de la conception du processus et de la mobilisation des ressources de l'évènement. L'évènement comprendra : (i) des sessions plénières et restreintes, un dialogue sur les politiques, des panels de discussion ; (ii) des visites de terrain sur les sites abritant des activités de vulgarisation ; (iii) des expositions et événements parallèles ; (iv) les activités de réseau et les échanges de connaissances à travers des séances World Café, des tables rondes, des thèmes de réflexion et des espaces libres, entre autres ; (v) l'évaluation, la réflexion et la synthèse des activités de la semaine ainsi que la planification de l'action des participants. Après l'évènement les participants bénéficieront d'un suivi pour l'évaluation des retombées de leur participation. Deux réunions post-conférences se tiendront pour dresser un bilan interne, tirer les leçons et préparer la documentation par le Secrétariat d'AFAAS et les principaux informateurs tels que les points focaux des fora nationaux, les membres des Groupes de travail thématiques et les partenaires qui ont contribué à l'organisation de l'évènement.

8. THÈME ET SOUS-THÈMES DE LA SEMAINE DE VULGARISATION

Intensification de l'agriculture intelligente face au climat : Intégrer les jeunes, les femmes et la révolution numérique

La nécessité d'une agriculture intelligente face au climat pour les 500 millions de petits exploitants agricoles ne peut être négligée, car ils produisent 80 % des aliments dans les pays en voie de développement, gèrent de vastes étendues de terres (exploitent environ 80 % des terres cultivables en Afrique sub-saharienne et en Asie) et constituent la portion la plus élevée des personnes sous alimentées dans les pays en développement. En tant que personnes les plus vulnérables et marginalisées des zones rurales - la plupart étant constituée des femmes

³ Bien qu'un représentant du FIDA siège au CLO, le FIDA fera partie du comité régional de planification - lequel donne un avis d'expert.

chefs de famille ou des populations autochtones - les petits exploitants agricoles sont particulièrement exposés aux risques du changement et de la variation du climat. L'intensification de l'agriculture intelligente face au climat (CSA) présente diverses facettes parce qu'elle concerne bien plus que les innovations technologiques dans l'agriculture. Selon la définition de la Banque mondiale (2003), intensifier signifie « accroître efficacement l'impact socioéconomique de la couverture de petite à grande échelle », ce qui fait référence à la réplication, à l'extension et à l'adaptation des techniques, des idées, des approches et des concepts (les moyens), ainsi qu'à un niveau élevé de l'étendue de l'impact.

En outre, selon la description de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en 2010, la CSA est considérée comme une approche destinée à faire face aux défis de la sécurité alimentaire et aux changements climatiques. La CSA améliore de manière durable la productivité des cultures, favorise la résilience au moyen de l'adaptation aux changements climatiques et diminue les émissions de GES. Pour envisager, mettre en œuvre et faire le suivi de la CSA il faut intégrer les dimensions biophysique, socioéconomique et institutionnelle, tout en mettant un accent particulier sur les questions et les interactions entre ces dimensions à différents niveaux. Par conséquent, pour intensifier efficacement la CSA il faut identifier et valoriser les meilleures pratiques, technologies et modèles (nouveaux, améliorés et adaptés) dans le cadre d'un environnement favorable et propice comprenant des dispositifs institutionnels favorables, des politiques et des investissements financiers tant au niveau local qu'à l'échelle internationale. L'identification à l'avance d'éventuelles opportunités et la prévision des obstacles à la promotion de la CSA tels que les facteurs commerciaux et stratégiques, sont déterminantes dans la mise en œuvre de la CSA à plus grande échelle.

L'agriculture intelligente face au climat (CSA) est une approche qui consiste à rediriger la planification et les investissements agricoles pour mieux atteindre trois principaux objectifs : l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'appui à l'adaptation au changement climatique et la réduction de la contribution de l'agriculture aux émissions des gaz à effet de serre, particulièrement dans les pays en développement. La FAO définit la CSA comme « une agriculture qui augmente durablement la productivité, la résilience (adaptation), réduit/élimine les GES (atténuation) et favorise l'atteinte de la sécurité alimentaire nationale et des objectifs de développement ». Depuis que le terme CSA a été inventé en 2009, il a connu à la fois une utilisation extraordinaire et un rejet catégorique. Cette notion a favorisé le soutien du grand public et du secteur privé par sa capacité à regrouper les agendas mondiaux de développement, d'agriculture et des changements climatiques sous une seule bannière. Au même moment, elle a soulevé quelques préoccupations fondées sur l'argument selon lequel certains aspects de la CSA seront valorisés au détriment de la sécurité alimentaire et l'adaptation, particulièrement l'élimination des GES. Comme toute approche potentiellement porteuse, les réelles retombées de la CSA seront plus bénéfiques quand les interventions et les investissements tiendront compte des divers ensembles de connaissances et des priorités de la communauté.

Généralement, l'intensification de la CSA est un processus long et non-linéaire qui nécessite souvent la combinaison des approches globale et spécifique au contexte, et un leadership complexe. Il n'existe pas de modèle d'intensification de la CSA. Par conséquent, il faut combiner de façon dynamique le modèle horizontal, c'est-à-dire la reproduction des pratiques, technologies et modèles prometteurs ou avérés dans de nouvelles zones ou au sein des groupes cibles, et le modèle vertical, c'est-à-dire le changement de politique ou d'institution, la multiplication d'approches permettant de répondre aux besoins géographiques et institutionnels spécifiques.

L'on s'accorde de plus en plus à penser que les changements climatiques sont en train de transformer le contexte du développement rural, en changeant les paysages physique et socioéconomique et en renchérissant de plus en plus le développement des petits exploitants agricoles. Mais la manière dont les pratiques agricoles des petits exploitants agricoles doivent changer à la fin ne fait pas l'unanimité. Il se pose souvent la question de savoir : en quoi l'agriculture « intelligente face au climat » pratiquée par les petits exploitants agricoles est-elle différente au point d'aller au-delà des meilleures pratiques de développement ? La Semaine africaine de vulgarisation agricole

réunira différents experts et professionnels pour discuter et partager leurs expériences, innovations et technologies autour de ce thème.

Intégrer les jeunes et les femmes dans la CSA

En parlant de la promotion d'une agriculture intelligente face au climat (CSA) à grande échelle⁴, tout comme de l'adoption d'autres nouvelles technologies agricoles, l'on note une prise de conscience croissante de l'importance de militer en faveur de l'inclusion des genres dans la validation des choix. Pour comprendre la dynamique du genre dans chaque système agricole, il ne suffit pas de comparer agriculteurs hommes et agriculteurs femmes ou les ménages ayant à leur tête un homme et ceux dirigés par une femme. Plutôt, nous devons comprendre le système hétérogène des comportements dans le ménage incorporé à chaque économie agricole et analyser les différentes situations des femmes tant dans les ménages dirigés par des hommes que dans ceux dirigés par des femmes au regard de leur accès aux ressources productives, aux services et aux opportunités d'emploi, et du contrôle qu'ils y exercent. En outre, il existe une prise de conscience croissante de ce que l'agriculture représente un énorme potentiel pour les jeunes entrepreneurs et pour les jeunes en général, puisque ce sont eux les agriculteurs de demain - et nous sommes pour eux les dépositaires des ressources naturelles. Il est à noter également que le rôle des femmes dans l'agriculture et l'importance de l'agriculture pour les femmes ne sont plus à démontrer. Ce sous-thème offre l'opportunité aux chercheurs et aux professionnels de partager leurs expériences sur la façon dont les systèmes de vulgarisation peuvent conduire les jeunes et les femmes à diffuser les technologies agricoles intelligentes face au climat.

Cela s'explique par le fait que, vu le rôle de l'agriculture pour combler non seulement les besoins économiques actuels et futurs en Afrique, mais également les besoins alimentaires et en matière de sécurité alimentaire, il existe un besoin pressant de rendre la CSA⁵ attractive et accessible aux jeunes qui constituent la majorité de la population. En effet, il faut davantage mettre l'accent sur le développement des capacités des jeunes et des femmes, puisqu'ils représentent la majorité des agriculteurs africains. Il est important de développer leurs capacités pour que la future génération d'agriculteurs et de dirigeants puisse bâtir sur les succès d'aujourd'hui. Nous devons promouvoir la recherche et l'innovation en encourageant la recherche basée sur la demande, l'augmentation de la chaîne de valeur, la culture des variétés résistantes à la sécheresse, et en mettant l'accent sur les technologies de la CSA qui sont appropriées, sensibles au genre et d'origine locale. Cela signifie également non seulement explorer et introduire plus d'approches fondées sur le commerce et sur le marché agricoles pour que les jeunes s'y engagent, mais également faire du secteur agricole une profession plus rentable et plus attractive. Cette démarche aide également à retenir les jeunes et les femmes créatifs en zone rurale et à freiner l'exode de ces groupes importants vers les centres urbains.

Au fil des ans, les jeunes et les femmes en Afrique ont démontré leur capacité à promouvoir et à mettre en œuvre des projets d'adaptation aux changements climatiques. Ces innovations sont largement dictées par les effets du changement climatique. Toutefois, ces jeunes et femmes font face à divers défis tels que la faiblesse des capacités techniques et du niveau de participation/accomplissement de l'éducation, les taux élevés de pauvreté et le manque d'accès aux ressources financières. Dans le contexte agricole, les jeunes et les femmes en Afrique continuent de faire face aux difficultés liées à la mauvaise perception de l'agriculture comme une activité « difficile », génératrice de peu de revenus et caractérisée par la difficulté d'accès à la terre et aux marchés.

Toutefois, il existe des opportunités en matière d'adaptation aux changements climatiques et de leur atténuation, ainsi qu'en matière d'autonomisation des jeunes et des femmes. Telles sont les préoccupations prioritaires pour la Commission de l'Union africaine et les priorités de développement de l'Afrique. En réalité, la Commission de

⁴CSA= croissance durable de la productivité, résilience (adaptation), réduction/atténuation des gaz à effet de serre (atténuation), tout en contribuant également à l'atteinte de la sécurité alimentaire nationale et des objectifs de développement.

⁵ La CSA n'est pas une simple technologie ou pratique agricole qui peut s'appliquer universellement. Il s'agit d'une approche qui nécessite une évaluation spécifique à un site pour identifier les technologies et les pratiques de production agricole appropriées.

l'Union africaine encourage vivement et soutient le développement durable aux plans économique, environnemental, social et politique, lequel reconnaît l'importance de l'autonomisation des jeunes et des femmes en leur permettant de devenir des acteurs du changement dans nos sociétés, tel que prévu dans l'Agenda 2063 de l'UA. Les problèmes saillants affectant les jeunes et les femmes dans l'agriculture concernent le parrainage, la formation, la gestion des connaissances et le financement. Vu l'accroissement de l'intérêt vis-à-vis des jeunes et des femmes, et la dépendance croissante du développement économique et de la sécurité alimentaire vis-à-vis de l'agriculture, ce thème va créer un cadre d'exploration des solutions pratiques que les pays et les institutions peuvent appliquer pour engager activement les jeunes et les femmes dans la CSA⁶.

Intensifier les innovations en matière de Tic dans la CSA

En 2015, au cours de la 2^{ème} édition de la Semaine de vulgarisation agricole qui s'est tenue en Éthiopie, le Groupe de travail sur les Tic avait placé les innovations en la matière en pole position sur l'agenda d'AFAAS. En collaboration avec d'autres partenaires au développement tels que le CTA, le GFRAS, l'AGGRA, ce Groupe de travail avait organisé un ensemble d'activités pour l'accroissement de la prise de conscience et de la sensibilisation des parties prenantes d'AFAAS à l'utilisation des Tic dans le RAS en Afrique. Une douzaine de jeunes innovateurs avaient été invités à présenter leurs solutions en Tic pendant la session « *plug and play* » organisée conjointement avec le CTA (www.ict4ras.org). Pendant les sessions de démonstration des innovations, des formations en web 2.0, en production multimédia et une compétition vidéo avaient enrichi les activités de la 2^{ème} édition de la Semaine de vulgarisation. Le Groupe de travail sur les Tic relèvera davantage le niveau des innovations en les reliant à un thème central d'actualité : Agriculture intelligente face au climat.

Il n'y a pas de doute que les Tic et la CSA sont toutes des sujets d'une actualité brûlante. Le sous-thème relatif à l'intensification des innovations en matière de Tic sur la CSA attirera diverses personnalités, organisations et institutions et offrira une opportunité aux différentes parties prenantes détentrices de connaissances et /ou d'expérience pour montrer comment les Tic et la CSA interagissent étroitement et contribuent à la réalisation de l'agenda sur la sécurité alimentaire et l'alimentation des agriculteurs en même temps qu'elles permettent de s'adapter aux changements climatiques et de les atténuer.

Cela s'explique par le fait qu'on estime que 75 % des personnes pauvres dans le monde vivent en zone rurale, l'agriculture étant leur principale source de revenu (Lipper et consort 2014). La population africaine est l'une des plus rurales par rapport à tous les autres continents. Selon les études menées par ILRI, l'Afrique compte plusieurs zones en crise marquées par la vulnérabilité, en zone sahélienne ouest-africaine, dans les Grands lacs, dans les régions côtières d'Afrique orientale et dans les zones arides d'Afrique australe. Bien connue pour ses ressources naturelles et ses richesses, l'Afrique fait actuellement face à plusieurs menaces, dont les plus préoccupantes sont peut-être la pauvreté chronique et la malnutrition, qui peuvent s'aggraver au cours des prochaines décennies à cause des changements climatiques. Les changements nécessaires sont nombreux et urgents. Alors qu'il est reconnu qu'il faut redoubler d'efforts, les moyens et la volonté à différents niveaux semblent ne pas cadrer avec l'urgence de la situation.

On estime que les changements climatiques causeront une perte de 8 % à 24 % de la production mondiale de calories à base de maïs, de soja, de blé et de riz d'ici 2090 (Elliot et consorts 2015) et que l'Afrique sub-saharienne sera particulièrement frappée de plein fouet. On estime que les récoltes de maïs baisseront de 5 % et celle de blé de 17 % avant 2050 (Knox et consorts 2012). Le climat est en train de changer et les pratiques et systèmes doivent faire de même si l'Afrique veut échapper à la catastrophe. Nous devons développer des approches innovantes et des outils pour faire face à ce qui risque d'être le plus gros défi auquel le système de production en Afrique ait jamais été confronté.

Comment pouvons-nous accroître la production agricole, atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle et développer des méthodes d'adaptation et d'atténuation ? C'est peut-être ici que les Tic peuvent être d'une grande

⁶Voir FAO (2013) Livre de référence sur l'agriculture intelligente face au climat. Disponible sur le site : <http://www.fao.org/docrep/018/i3325e/i3325e.pdf>

utilité. Nous avons besoin de nouvelles méthodes de travail, de nouveaux outils de communication, de collaboration et d'éducation pour la formation rapide et de masse, de nouveaux systèmes d'alerte validés par tous les acteurs et adaptés à eux et à tous les niveaux. Et les Tic peuvent être d'une aide cruciale si elles sont utilisées à bon escient. Par ailleurs, il existe une niche de connaissances en matière de CSA, mais le chaînon manquant se trouve dans la connaissance, l'action et les rétroactions possibles. Il existe dès lors un besoin urgent de circonscrire globalement et profondément le problème à court terme, pour qu'il y ait plus d'efficacité et d'efficience dans la mise en œuvre pratique et concrète des solutions. C'est pourquoi la vulgarisation en général et les Tic en particulier jouent un rôle moteur dans la vulgarisation par la production d'un puissant effet multiplicateur. De nouveaux outils et méthodes doivent être développés s'ils n'existent pas encore pour présenter, partager et diffuser largement les connaissances et pratiques dans le domaine de la CSA. Des actions de collaboration sont déjà initiées et coordonnées entre les individus, les institutions et les organisations dans certains pays et dans certaines régions développées du monde. L'Afrique doit saisir l'opportunité qu'offrent les Tic, lesquelles peuvent permettre d'améliorer et d'accélérer le partage des informations, les alertes, l'échange des informations et la collaboration, l'apprentissage et la formation, la collecte des données et le suivi.

Technologies et innovations flexibles dans la CSA

Il existe un grand débat et une préoccupation croissants au sujet de l'agriculture intelligente face au climat. Toutefois, nul ne peut dire clairement quelles technologies agricoles intelligentes face au climat existent et sont utilisées par les petits exploitants agricoles qui représentent la grande majorité des agriculteurs en Afrique. Ce sous-thème offre l'opportunité aux chercheurs et professionnels de partager leurs expériences et/ou de présenter les technologies appropriées sur l'agriculture intelligente face au climat qui n'attendent qu'à être mis sur pied.

Développement des capacités pour l'intensification des innovations dans la CSA

Les questions liées à l'impact des changements climatiques sur l'agriculture, de même que les technologies de l'agriculture intelligente face au climat commencent à peine à être mises en exergue. La majorité des chercheurs et des professionnels sur le terrain sont ignorants et ont besoin d'être recyclés. Ce sous-thème leur offre l'opportunité de partager leurs expériences sur les moyens par lesquels ceux qui sont sur le terrain peuvent être recyclés.

En Afrique, l'agriculture est l'un des principaux moyens destiné à combler les besoins récurrents en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et à relever les défis économiques et environnementaux, et contribuer ainsi à l'atteinte des objectifs de développement durable. Toutefois, les changements et la variabilité du climat sont visibles dans plusieurs pays africains, leurs effets pervers sont réels, croissants, et peuvent s'aggraver dans l'avenir si des mesures appropriées ne sont pas prises. La migration vers une agriculture intelligente face au climat (CSA) s'impose non seulement pour les besoins d'adaptation, mais également pour atténuer les effets du changement et de la variabilité du climat. Les jeunes et les femmes méritent toute l'attention dans cette migration en vue de leur permettre d'y participer pleinement et de bénéficier des retombées de l'innovation dans l'activité agricole.

Le bien-fondé de ce plaidoyer réside dans le fait que la CSA est relativement nouvelle en Afrique. Le développement et l'intensification de la CSA doivent être sensibles à la notion du genre pour tenir compte du profil des agriculteurs et en tirer parti. Cela exige une transformation des systèmes d'innovation agricole. Cette transformation ne peut se faire que si des investissements sont consentis dans le développement des capacités en faveur des acteurs agricoles individuels, organisationnels et des systèmes pour faire face aux défis relatifs à l'innovation, la création de nouvelles connaissances et les processus d'apprentissage pour l'intensification de la CSA. Les capacités techniques des masses critiques d'opérateurs (ONG, organisations de producteurs, services de vulgarisation, etc.) doivent être renforcées pour offrir aux agriculteurs l'appui dont ils ont besoin pour adopter l'agriculture intelligente face au climat, et ainsi être capables de poursuivre leur activité et faire face aux risques de changement et de variabilité du climat. Il est nécessaire de définir des cadres de politique et de réglementation

à travers une orientation stratégique appropriée et l'amélioration de la coordination des systèmes de politique agricole, des changements climatiques/environnementaux et alimentaires. Par ailleurs, pour migrer vers la CSA, il est nécessaire d'y consacrer davantage de moyens financiers et de les améliorer. Il existe des opportunités aux niveaux national et international, mais il faut sensibiliser les acteurs nationaux et développer en eux les capacités leur permettant de saisir ces opportunités et de tirer profit du potentiel qu'offrent les nouvelles politiques, les nouveaux mécanismes réglementaires, les cadres communautaires et les conventions internationales relatifs aux changements climatiques. Le renforcement des capacités des organisations leur permettra de concevoir et de mettre en œuvre les plans et programmes de la CSA, et intégrer les meilleures pratiques en matière d'adaptation aux changements climatiques dans l'agriculture.

Bien que la CSA soit relativement nouvelle dans la plupart des pays africains, il existe plusieurs exemples ou initiatives potentiellement riches en bonnes leçons sur le développement des capacités. La Semaine africaine de vulgarisation offre certes une opportunité inédite de partager ces leçons et expériences, mais elle permet surtout d'étudier les domaines importants pour de futurs investissements en matière de développement des capacités pour une meilleure intensification de la CSA.

Gestion des connaissances en matière de CSA

La CSA n'est pas un ensemble de pratiques applicables de façon universelle, mais plutôt une approche qui tient compte des contextes locaux et de tous les éléments qui y sont contenus. La CSA fait référence aux actions menées au sein et en dehors de l'exploitation agricole, et intègre les technologies, les politiques, les institutions et l'investissement. Ce sous-thème offre une opportunité aux chercheurs et aux professionnels d'échanger sur leurs expériences et bonnes pratiques dans les exploitations agricoles, en matière de gestion des écosystèmes et du paysage, des cultures, de cheptel, d'aquaculture et de services permettant aux agriculteurs de mieux gérer les ressources, de produire davantage avec moins de ressources tout en améliorant leur résilience.

Le bien-fondé de cette démarche réside dans le fait que la FAO estime que nourrir la population mondiale exigera une augmentation de 60 % de la production agricole mondiale. Alors qu'une grande partie des ressources nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire est déjà épuisée, les difficultés liées à la sécurité alimentaire sont colossales. En même temps, les changements climatiques affectent déjà la production agricole mondiale et locale. Les effets des changements climatiques sur l'agriculture menacent aussi bien la sécurité alimentaire que le rôle central que joue l'agriculture sur les moyens de subsistance en zone rurale et sur le développement en général. L'agriculture intelligente face au climat (CSA) est une approche inclusive qui vise à relever ces défis interconnectés en matière de sécurité alimentaire et de changements climatiques. À cet égard, il est très important de soutenir les agriculteurs pour qu'ils puissent s'adapter aux changements climatiques. Pour ce faire, il faut adopter des approches innovantes en matière de services de vulgarisation et de conseil. La gestion des connaissances est une discipline destinée à l'amélioration de la performance des individus (agriculteurs) et des organisations par la préservation et la mise en exergue de la valeur des atouts actuels et futurs... Elle comprend également tous les processus (sociaux) et toutes les pratiques en matière de création, d'acquisition, de captage, de partage et d'utilisation de la connaissance, des habiletés et de l'expertise, que ces éléments soient explicitement désignés comme en faisant partie ou non (Ferguson et consorts 2008). Toutefois, il existe un principe général selon lequel la gestion des connaissances vise à assurer l'équilibre entre les personnes, le processus et la technologie.

Les innovations de la CSA au service de l'entrepreneuriat

L'incertitude liée aux changements climatiques, surtout lorsqu'il s'agit de phénomènes extrêmes, rend la tâche difficile aux agriculteurs individuels d'intégrer le risque dans leur prise de décision. La vulnérabilité face aux effets du climat sur la production, les parasites, les maladies et la volatilité des prix dépend des atouts des agriculteurs et de l'étendue des ressources naturelles. Les outils appropriés de gestion du risque tels que les prévisions météorologiques fiables, et l'appui à la vulgarisation, ainsi que des filets de sécurité bien conçus ou les

instruments d'assurance doivent tourner autour de la vulnérabilité dans des contextes agricoles spécifiques. Les ménages ruraux dans les pays en voie de développement, limités aussi bien en termes de ressources que d'accès à l'information, seraient affectés disproportionnellement si des mesures appropriées ne sont pas prises pour gérer les risques supplémentaires et l'incertitude liée aux changements climatiques. La gestion innovante des risques et de l'incertitude se sert des mécanismes financiers (par exemple le transfert des risques ou les contrats d'assurance) qui utilisent différentes méthodes pour comprendre les décisions d'investissement, les choix technologiques et la perception du risque. Ces méthodes sont, entre autres, la technologie de télédétection, la collecte des micro-données à l'échelle des ménages, la diversification de l'analyse et les enquêtes dans les exploitations agricoles. L'utilisation de tels instruments exige la mise en œuvre d'innovations technologiques appropriées, la prise de conscience et l'établissement de la confiance, la garantie d'une demande commerciale viable et l'amélioration du renforcement des capacités locales des institutions financières.